

## Communiqué

### **Des personnalités publiques allient leurs voix pour demander un moratoire sur les gaz de schiste**

MONTRÉAL, le 19 oct. - Une cinquantaine de personnalités publiques ont joint leurs voix à celles des milliers de citoyens et d'organisations pour réclamer un moratoire complet et immédiat sur l'exploration et l'exploitation sur les gaz de schiste au Québec. Parmi les signataires: Richard Desjardins, Yvon Deschamps, Claude Meunier, Fred Pellerin, Roy Dupuis, Michel Tremblay, Marc Labrèche, Frédéric Back, David Suzuki, Jean Lemire, Luc Picard, Alexis Martin, Martin Matte, Jacques Languirand, François Pérusse, Jean Lapointe, Armand Vaillancourt, Christian Vanasse, Diane Dufresne, Ghislain Poirier, François Parenteau, Hugo Latulippe, Jérôme Dupras, Josh Fox, Judi Richard, Laure Waridel, Raoul Duguay, Yann Perreau, André Bélisle, Steven Guilbeault, Éric Darier, Daniel Breton et Zachary Richard. En provenance de divers horizons, au-dessus des lignes de partis, ils ont répondu à l'invitation de Dominic Champagne, instigateur de l'initiative, aidé de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique.

Dans un encadré publié mardi dans les pages du journal Le Devoir, ils interpellent les élus et souhaitent ainsi les convaincre d'entendre raison en décrétant un moratoire. Du même souffle, ils invitent tous les citoyens à faire entendre leurs voix dans ce dossier, notamment, en signant la pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale, ou en passant par le site AQLPA.COM. «Devant l'entêtement du gouvernement à poursuivre malgré les interrogations légitimes de la population, le potentiel dévastateur est en marche. J'en appelle aux citoyens du Québec. Car il n'y a que notre mobilisation pour obtenir un moratoire dont le but est de SUSPENDRE les travaux en cours!» a dit Dominic Champagne. «Au-delà des nombreux débats que l'on pourrait avoir sur les avantages et les désavantages de l'exploitation de cette richesse naturelle», a-t-il ajouté, «la seule question de l'eau est suffisante pour justifier un arrêt immédiat des travaux. Les citoyens de l'État de New York ont décrété un moratoire quand ils ont constaté que l'industrie pouvait mettre en péril les réserves d'eau potables qui alimentent 9 millions d'habitants dans la ville de New York. La semaine dernière, une étude de l'Université de Toronto confirmait la menace réelle de l'industrie du gaz sur les réserves d'eau»

Les voix de ces personnalités publiques s'ajoutent à celles des organisations et des groupes qui réclament un moratoire complet et immédiat sur l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste afin de permettre la tenue d'une vaste consultation publique sur le développement de cette filière et la conduite d'études d'impacts approfondies. Parmi les organisations réclamant un moratoire, notons, entre autres : l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, Eau secours!, Nature Québec, la municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu, les municipalités régionales de comté (MRC) de la Vallée-du-Richelieu, de Pierre-de-Saurel, de Bécancour et de Nicolet-Yamaska, du Haut-Richelieu, du Haut-Saint-Laurent, des Maskoutains, Greenpeace, l'Union Paysanne, l'Union des consommateurs, MCN21, Le Jour de la Terre, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), Mobilisation gaz de schiste et Équiterre.

Depuis le début de l'automne, une mobilisation citoyenne sans précédent s'est organisée partout au Québec pour faire face aux menaces environnementales et sanitaires que représente le développement de l'industrie des gaz de schiste. Bien que 76% des citoyens réclament un moratoire, le gouvernement continue de rester sourd aux demandes pourtant légitimes des citoyens. Il est temps que ce gouvernement se mette à l'écoute des citoyens et au service du bien commun. «Les citoyens des villages et des villes directement concernés ont besoin de l'appui de toute la population du Québec. Il ne s'agit pas de prendre position contre les gaz de schiste mais de se manifester EN FAVEUR des précautions nécessaires à la protection de la qualité de l'eau, de la santé des gens et de leur milieu de vie», a conclu Dominic Champagne.